

LUNDI 24 AOÛT 2009

[Abonnez-vous](#) [Gérez votre abonnement](#)



[À la une](#) > [Amériques](#) - [Économie](#)

## ALENA • Les Trois "amigos" ne le sont plus vraiment

Felipe Calderón, Stephen Harper et Barack Obama se sont retrouvés les 9 et 10 août au Mexique pour un sommet nord-américain. Les dirigeants mexicain, canadien et américain n'y ont affiché qu'une camaraderie de façade.

11.08.2009 | Eric Glover et Marc-Olivier Bherer



© AFP

*Le président mexicain Felipe Calderon, le Premier ministre canadien Stephen Harper et le président américain Barack Obama, Guadalajara, le 9 août 2009*

La bonne humeur prévaut généralement à la table ronde qui réunit annuellement les Etats-Unis, le Mexique et le Canada, rassemblés au sein de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Sous le président Bush, le sommet était même devenu celui des trois "amigos", les trois amis. Ce surnom a donc également été utilisé pour la rencontre tripartite qui se déroulait dimanche 9 et lundi 10 août à Guadalajara au Mexique entre le président américain Barack Obama, le Premier ministre canadien Stephen Harper et le président mexicain Felipe Calderón. Mais cette année, la photo de famille souffre du peu d'intérêt témoigné par Obama pour l'espace nord-américain et de son manque d'enthousiasme pour le libre-échange.

Ce partenariat ne s'est toujours pas remis de l'adoption plus tôt cette année à Washington de la clause "Buy american" (acheter américain) inscrite dans le plan de relance de l'économie. Le programme d'Obama inquiète Canadiens et Mexicains qui dépendent largement de leurs exportations vers les Etats-Unis. La presse américaine ne manque pas de souligner les craintes que suscite la politique commerciale suivie par Obama. Celle-ci serait "conditionnelle, ambiguë et pas vraiment rassurante", écrivaient Daniel Ikenson et Scott Lincicome dans le [Los Angeles Times](#) le mois dernier. "Le président fait l'éloge d'un nouvel internationalisme

et du multilatéralisme. Pourtant, sa politique commerciale a des relents de nationalisme. Cela n'aidera pas à restaurer l'image des Etats-Unis à l'étranger", disent-ils.

Le [National Post](#) de Toronto abonde dans le même sens et estime que "le Canada et le Mexique ont été particulièrement secoués, non par la crise financière américaine mais par les politiques adoptées pour y remédier." Pis, "comme l'indique l'ancien ambassadeur canadien à Washington Allan Gotlieb, le Canada n'est clairement pas une priorité pour Obama. Et le Canada n'en a pas suffisamment fait pour renforcer les relations à l'intérieur même de l'ALENA. Un avis que partage le quotidien mexicain [El Universal](#), pour qui "Stephen Harper écoute uniquement un nombre réduit mais influent de penseurs politiques canadiens. Ils ont décidé que l'avenir du Canada est le retour au bilatéralisme à travers la relation exclusive à tout les sens du terme entre Canada et Etats-Unis".

Dernier avatar en date du peu de considération d'Ottawa pour Mexico, la soudaine décision prise par le Canada au mois de juillet d'exiger que les Mexicains voulant entrer sur son sol doivent se procurer un visa. Le Mexique est en effet devenu au cours des dernières années le premier pays de provenance des demandeurs d'asile au Canada. "Mexico a mal pris cet acte qui brise l'atmosphère de bon voisinage qui prévaut normalement et y a répondu en plaçant les diplomates canadiens face à la même obligation avant d'entrer sur son territoire", relate le journal de référence canadien [The Globe and Mail](#). Le Canada refuse de réviser sa politique, mais son Premier ministre croit avoir trouvé la parade. Il a affirmé à son arrivée au Mexique le 9 août que l'origine du problème se trouve dans les lois canadiennes qui encouragent les candidats à l'immigration à déposer une demande d'asile.

Mais cette question de l'immigration mexicaine soulève un problème grave quoique occulté, estime [La Jordana](#) : les disparités économiques creusées par l'ALENA. "Ce sommet omet plusieurs sujets clefs. Le premier de tous est la nécessaire renégociation du traité de libre-échange, une des promesses de campagne de Barack Obama et qui est aujourd'hui réclamée par des acteurs sociaux des trois pays membres. S'il faut reconnaître que dans le cadre existant les économies des trois pays ont connu une indéniable croissance, celle-ci s'est faite au détriment des populations, avec la concentration des richesses dans de moins en moins de mains. La situation sociale est devenue, au Mexique à tout le moins, véritablement explosive". Et le quotidien de gauche de poursuivre : "Si les rapports économiques et commerciaux ne sont pas rééquilibrer, les Etats-Unis et le Mexique resteront incapables de lutter efficacement contre la délinquance et l'immigration clandestine".

---